

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

SORTONS LA CAISSE DES CRIMES EN PALESTINE

Rapport annuel 2024 de la CDPQ : plus de 27 milliards \$ dans 76 entreprises complices de l'occupation et du génocide en Palestine

Tiohtià:ke/Mooniyang/Montréal, 30 avril 2025 – La Coalition du Québec URGENCE Palestine et le Mouvement pour une paix juste publient aujourd'hui une [analyse détaillée](#) du [rapport annuel 2024](#) de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) rendu public le 24 avril dernier. L'analyse révèle que le bas de laine des Québécois-es investit **27,4 milliards \$** dans **76 entreprises** complices de violation des droits humains du peuple palestinien.

Financer un génocide : des investissements tachés de sang

Entre 2023 et 2024, les investissements de la CDPQ dans 24 entreprises militaires complices du génocide à Gaza ont augmenté **de plus d'un milliard \$**, passant de 2 à 3,4 milliards \$.

La CDPQ détient 2 fois plus d'actions de **Lockheed Martin (159,8 millions \$)**, fabricant étatsunien des avions de chasse F-35 et F-16 utilisés par l'armée israélienne à Gaza. Elle possède également 26 fois plus d'actions de **General Dynamics (84,2 millions \$)** qui exploite des usines au Québec et est l'un des principaux fournisseurs de munitions de l'armée israélienne.

Le géant Amazon complice d'Israël

La CDPQ a acquis près d'un million d'actions supplémentaires dans **Amazon**, portant la valeur totale de ses investissements à **2 milliards \$** au 31 décembre 2024.

Via son service **Amazon Web Services (AWS)**, l'entreprise fournit une infrastructure infonuagique essentielle au gouvernement et à l'armée israélienne. Ces technologies soutiennent la surveillance, la répression des Palestinien-nes et le fonctionnement des colonies illégales, en violation du droit international.

Reconnu pour ses pratiques anti-syndicales et son modèle d'exploitation, Amazon est aussi visée par un large mouvement de boycott suite à la cessation subite de ses opérations au Québec en janvier 2025, entraînant le licenciement de 4 600 travailleurs et travailleuses.

Une seule solution : arrêter de financer l'occupation

La publication de ces chiffres s'inscrit dans la campagne [Sortons la Caisse des crimes en Palestine](#), lancée le 17 mars dernier par la Coalition du Québec URGENCE Palestine.

La Coalition exige que la CDPQ **retire immédiatement ses 27,4 milliards \$** d'investissements dans les entreprises identifiées, et mette en place **un processus de contrôle transparent** pour garantir qu'elle n'investit dans aucune entreprise complice de violations des droits humains et du droit international.



Le **mardi 6 mai** de 17h à 19h, le président et chef de la direction de la CDPQ, Charles Émond, devra rendre des comptes à la population lors de son passage devant la Commission des finances publiques de l'Assemblée nationale. À l'occasion de cette séance d'[étude des crédits budgétaires](#), M. Émond devra répondre aux questions des partis d'opposition.

Citations

« La CDPQ ne gère pas un portefeuille de milliardaires, mais l'argent de 6,5 millions de Québécoises et Québécois. Elle devrait avoir une attitude exemplaire en matière de droits humains, mais c'est tout le contraire qu'on voit. On s'attend à ce qu'elle rende des comptes aux élu-es et à la population. » déclare **Raymond Legault, porte-parole de la Coalition du Québec URGENCE Palestine**

« Toute compagnie et toute personne en autorité qui aide ou facilite les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, d'occupation et de génocide sont coupables comme l'administration et l'armée israéliennes. La CDPQ refuse de nous dévoiler comment elle applique sa politique des droits humains concernant les compagnies, telles WSP, Alstom et des dizaines d'autres. La CDPQ doit désinvestir immédiatement et publiquement. » déclare **Me John Philpot, porte-parole du Mouvement pour une paix juste.**

« Est-ce que financer des entreprises qui fabriquent des armes utilisées pour commettre un génocide, c'est de l'investissement éthique? Pour la CDPQ, la réponse est oui. Charles Émond peut bien tenter de faire croire à l'Assemblée nationale que la CDPQ est un chef de file en matière d'investissement éthique, les chiffres ont déjà parlé pour lui : la CDPQ profite du génocide et de l'occupation. » déclare **Benoît Allard, porte-parole du Collectif Désinvestir pour la Palestine.**

« La CDPQ *capitalise* sur les atteintes actuelles aux droits humains du peuple palestinien. En investissant dans la machine de guerre génocidaire d'Israël, la CDPQ ne respecte pas les valeurs de la société québécoise qui a toujours historiquement démontré un soutien au peuple palestinien. Par ses investissements, la CDPQ contribue à l'impunité des crimes d'Israël et implique à leur insu les Québécois.e.s dans le génocide en Palestine », déclare **Fabienne Presentey, porte-parole de Voix Juives Indépendantes - Montréal.**

Faits saillants

[Analyse du rapport 2024 de la CDPQ](#), réalisée conjointement par la Coalition et le Mouvement pour une paix juste

[Rapport annuel 2024 de la CDPQ](#)

Campagne Sortons la Caisse des crimes en Palestine : cdpq-palestine.info

- 30 -

Pour informations et entrevues

Coalition du Québec URGENCE Palestine : (438) 493-0159 / urgencepalestine.qc@gmail.com

Mouvement pour une paix juste : (514) 668-9150 / info@justpeaceadvocates.ca

--

À propos de la Coalition

La Coalition du Québec URGENCE Palestine s'est formée en février 2024 pour rendre visible l'indignation de la société civile québécoise devant le génocide perpétré par Israël à Gaza et pour soutenir la lutte palestinienne contre l'occupation, la colonisation et la dépossession. Elle rassemble 50 groupes syndicaux, communautaires et citoyens partout au Québec.

Site web : www.urgencepalestine.quebec

À propos du Mouvement pour une paix juste

Une organisation indépendante de défense des droits humains basée au Canada qui promeut une paix juste à travers l'état de droit et le respect des droits humains au Canada et dans le monde entier pour le peuple palestinien et ceux qui sont solidaires des droits humains du peuple palestinien.

Site Web : www.justpeaceadvocates.ca